“Je saisis l’Inspection générale” : Sarah El Haïry réplique après des propos anti-laïcité et pro-islamistes en plein service civique (MàJ)

21/12/2022 à 18h24



21/12/22

Après avoir eu connaissance d’un module de formation au cours duquel auraient été tenus des propos ambigus sur la laïcité, la secrétaire d’État chargée de la jeunesse et du SNU annonce la saisine de l’inspection générale de l’éducation pour une mission sur les délivrances de l’habilitation à effectuer les formations obligatoires pour les volontaires du service civique. Sarah El Haïry répond aux questions de « Marianne ».

(…) Marianne

15/12/22

Nous avons eu accès à des extraits d'une intervention dans une formation civique et citoyenne, dans laquelle les propos des intervenantes sont très ambigus à l'égard de la laïcité et en particulier de la loi de 2004 sur les signes religieux dans l'école publique. Avoir accès à des points de vues contradictoires est toujours intéressant mais ici le message est à sens unique. Il tend à faire passer l'idée que les pouvoirs publics sont purement et simplement islamophobes.

Le module était ici organisé par l'association « Une idée dans la tête », présentée sur son site Internet comme un projet associatif d'éducation populaire dont l'objectif est de lutter contre les discriminations et affichant un agrément officiel du service civique. Devant les stagiaires – une vingtaine dans la salle –, se trouvent une formatrice de l'association ainsi qu'une jeune femme invitée, présentée en tant que « témoin » pour donner son point de vue. Mais, en réalité, elle travaille au sein de la même association, en tant que responsable administrative et pédagogique. Elle-même a milité auparavant dans l'association de femmes musulmanes Lallab. Un des combats de cette association était de lutter contre la loi de 2004 sur l'interdiction des signes religieux à l'école.

(…) Dans un autre extrait, la même jeune femme tient des propos très ambigus sur l'ONG islamique BarakaCity, qu'elle présente comme *« une asso musulmane de charité, qui a connu beaucoup de harcèlement politique. C'était un délire le truc, ils se sont fait perquisitionner plusieurs fois ».* La jeune femme précise pourtant que son fondateur, Idriss Sihamedi, s'est allié avec l'extrême droite pour harceler sur les réseaux sociaux une autre association féministe dont elle faisait partie. Malgré tout, elle déclare : *« ce mec-là, je ne l'aime pas, mais je suis très triste pour ce qui lui est arrivé, c'est islamophobe ».* Elle semble donc continuer de soutenir un prédicateur salafiste, issu de l'extrême droite

religieuse qui s'allie à l'extrême droite politique. Elle aurait pu préciser d'ailleurs qu'il avait soutenu les Talibans à leur retour au pouvoir. Mais tout est vu sous le prisme de « l'islamophobie ». Au final, les propos tenus ne délivrent qu'un message : l'État est islamophobe en ayant voulu stopper leurs activités. Rappelons que l'ONG avait fait un recours contre sa dissolution, rejeté par le Conseil d'État qui a estimé que *« les propos incriminés du président de l'association peuvent être imputés à l'association elle-même et constituent des discours incitant à la discrimination, à la haine ou à la violence, pouvant justifier une dissolution »*.

(…) Charlie Hebdo

A relire :

> *Le gouvernement fait la promotion de missions de Service civique pour une association immigrationniste qui aide les déboutés du droit d'asile à améliorer leurs demandes car "on a raté la décolonisation" (MàJ)*